Ouganda : Bobi Wine vers un retour sur la scène musicale après un échec politique?

Page 13



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 28 mai 2021

N°1636 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Plan de transition énergétique en Côte d'Ivoire besoin d'un supplément d'1 GW pour réussir, selon les résultats d'une étude

Page 2



Mise en place d'un nouveau référentiel de développement au Burkina Faso : Le premier ministre Christophe Dabiré s'en félicite

Page 4



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

CÔTE D'IVOIRE

Plan de transition énergétique en Côte d'Ivoire besoin d'un supplément d'1 GW pour réussir, selon les résultats d'une étude

La stratégie gouvernementale visant à porter la part de l'énergie renouvelable à 16% du mix électrique du pays d'ici 2030 est possible mais à la condition que le pays se dote d'1GW de capacité thermique flexible pour contrebalancer l'intermittence du renouvelable, selon les résultats d'une étude de Wartsila, entreprise spécialisée dans la fabrication industrielle de générateurs électriques et de moteurs de bateaux.



La demande d'énergie en Côte d'Ivoire, l'un des pays au potentiel de croissance les plus prometteurs d'Afrique, est en plein essor. Pour y répondre, le gouvernement ivoirien prévoit de tripler presque sa puissance électrique installée pour atteindre 6 000 MW en 2030, selon cette étude. L'objectif fixé est de garantir un approvisionnement énergétique suffisant, surtout fiable et bon marché sur l'ensemble du territoire national.

En effet, le gouvernement ivoirien veut décarboner son mix énergétique en portant la part des énergies renouvelables, principalement l'énergie solaire, à 16% de son mix global d'ici 2030, soit environ 1GW. Une ambition affichée qui suscite des interrogations pour un pays qui compte sur les turbines à gaz et l'hydroélectricité pour sa production électrique. S'appuyant sur une expérience de 74 GW de puissance installée dans 180 pays à travers le monde, l'étude de Wartsila indique que le mix énergétique, tel qu'il est en train de se dessiner en Côte d'Ivoire, manque de flexibilité. Ce qui posera à termes des problèmes de performance du réseau au fur et à mesure qu'on y intégrera une production croissante d'énergie renouvelable qui a besoin d'être confortée par une composante pilotable, relève en partie l'étude réalisée. Si les énergies renouvelables fournissent une électricité bon marché, elles sont toutefois intrinsèquement intermittentes, sans compter que la demande d'électricité varie également selon les

La suite à la page 3

La suite de la page 2



moments. L'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le réseau nécessite le développement d'une capacité de base très flexible d'environ 1GW, qui viendra compléter la contribution parfois aléatoire de l'hydroélectricité, très dépendante du niveau des précipitations. Cela permet de pallier efficacement à l'avenir l'intermittence de l'énergie solaire, éolienne et de biomasse et de fiabiliser le réseau.

Les limites du modèle énergétique engagé

Par ailleurs, pour tirer le meilleur parti des ressources énergétiques disponibles, les experts de Wärtsilä estiment que la situation idéale en 2030 consisterait en un mix de centrales électriques ultra-flexibles à base de moteurs à combustion interne, de grandes centrales photovoltaïques ainsi que de solutions de stockage. « *C'est la seule stratégie valable en termes de stabilité du réseau et d'efficience des capacités de production, le suivi de la charge, la réserve de démarrage rapide et la régulation de la fréquence étant nécessaires pour maintenir un réseau stable* », *explique* Christophe Demay, Responsable de Développement chez Wärtsilä.

Al'entendre,le*gouvernement peut compter sur la flexibilité des moteurs à gaz, ainsi que sur de nouvelles capacités de stockage*, d'autant plus *que les turbines à gaz (CCGT) n'ont pas cette flexibilité, contrairement aux centrales électriques à base de moteurs à combustion interne. Le manque de flexibilité a un coût indirect élevé, puisque cela limite la quantité d'énergie renouvelable bon marché qui peut être économiquement intégrée au système.* », explique le Responsable de Développement chez Wärtsilä, Demay.

Energie renouvelable et gaz flexible, une stratégie plus rentable et d'avenir

L'étude de Wärtsilä révèle notamment qu›il n'est plus besoin d'ajouter de nouvelles capacités de production thermique de base dans le système électrique actuel et toute nouvelle centrale CCGT qui serait construite à l'avenir en Côte d'Ivoire n'aurait un facteur de capacité élevé que durant les premières années après quoi le facteur de capacité se stabilisera à environ 60%. Les centrales de base, efficaces seulement sous un facteur de charge élevé, n'apporteraient plus aucun bénéfice financier dans un système électrique qui tend à s'accommoder d'une forte part d'énergie renouvelable, souligne l'étude.

La suite à la page 4

CÔTE D'IVOIRE

La suite de la page 3



L'étude précise enfin que les systèmes électriques sont traditionnellement confrontés à plusieurs défis limitant la distribution, notamment les pannes d'électricité, les pénuries de carburant, la maintenance, les conditions de fonctionnement exigeantes ou encore la disponibilité réduite de l'eau de refroidissement. Ces défis, combinés aux fluctuations de la demande et aux ajouts prévus d'énergies renouvelables, renforcent l'idée que la technologie des moteurs flexibles offre une solution supérieure à la technologie des turbines à gaz pour répondre aux futurs besoins en électricité de la Côte d'Ivoire.

L'alliance du renouvelable et du gaz flexible est une stratégie plus durable à l'avenir, mais également plus rentable, conclut l'étude. Une analyse détaillée des coûts montre que les énergies renouvelables combinées à des centrales électriques flexibles à moteur sont plus économiques que les solutions énergétiques conventionnelles telles que les turbines à gaz, et le coût total de l'électricité largement inférieur, de l'ordre de 15%. C'est en développant un portefeuille thermique équilibré comprenant une part adéquate d'électricité flexible pilotable que la Côte d'Ivoire réussira à se doter d'une infrastructure électrique optimale pouvant fonctionner efficacement avec une part élevée d'énergies renouvelables, selon les résultats de l'étude.

Lonsani SANOGO

Mise en place d'un nouveau référentiel de développement au Burkina Faso : Le premier ministre Christophe Dabiré s'en félicite

Le mercredi 26 mai 2021, se tenait à Ouagadougou, la clôture des assises nationales sur la mise en place du nouveau référentiel de développement. La présentation du nouveau document dénommé Référentiel National de Développement (RND), qui est au stade de projet d'abord, a été faite au détour d'une cérémonie présidée par le chef de l'exécutif burkinabè, Christophe Dabiré. Ce dernier a, à l'occasion, livré un discours au cours duquel il est revenu sur l'opportunité et l'objectif de ce RND.

Christophe Dabiré a, dès l'entame de son discours,

La suite à la page 5

BURKINA FASO

La suite de la page 4

salué les participants pour «la richesse des réflexions engagés au cours de ces assises». Bien qu'ayant apprécié la qualité du document le Premier ministre n'a pas manqué de relever les recommandations formulées par certains participants, dans l'optique de parfaire le RND. Entre autres recommandations dégagées, il a tenu à souligner « le recours à des modèles d'imposition innovantes pour financer certains projets; la promotion de la coopération civilo-militaire dans le cadre de l'exécution de certains projets de développement et plus généralement, l'application du principe de la subsidiarité pour la mise en œuvre de certaines actions et enfin la prise des dispositions nécessaires pour faciliter l'appropriation du Référentiel par les populations». A l'entendre, ce document qui semble avoir l'assentiment des participants, sera profitable aux Burkinabè du point de vue des changements qualitatifs qu'il compte impulser. Le RND dans son élaboration, s'est faite de façon inclusive et participative et pour le premier ministre, cette démarche aura le mérite



Christophe Dabiré a exprimé sa reconnaissance aux participants pour la qualité de leurs apports qui ont abouti à la mise en place du RND

de «consolider la place des différents acteurs, secteur privé, partenaires au développement, société civile, collectivités territoriales et communautés dans le cadre de son exécution». Il a clos son propos en rassurant les participants de la volonté de son gouvernement à prendre en compte leurs apports tant dans la version finale du document que dans son opérationnalisation pratique.

Aucune information sur le coût de ce nouveau référentiel n'est vraisemblablement pas disponible, mais selon certaines indiscrétions, le RND est estimé à plusieurs milliers de FCFA. Ce "nouveau né" fera-t-il l'objet de table ronde de bailleurs de fonds pour son financement comme l'a été le défunt PNDES? L'effort national suffira-t-il à le supporter? Tout cela n'est pour le moment que pure supposition, puisque l'adoption définitive de ce document échoit au gouvernement. La balle est donc dans le camp du gouvernement.

En rappel, le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) adopté en 2016 est arrivé à échéance en 2020. La nécessité de mettre en place un nouveau référentiel s'imposait. C'est sans doute, pour anticiper ce vide, que le premier ministre lançait en mars 2020 les travaux d'élaboration du nouveau RND censé couvrir la période 2021-2025.

Abdoul Karim TAPSOBA

AFRIQUE DU SUD

L'ex-président Jacob Zuma plaide «non coupable» de corruption

La lecture de la longue liste d'accusations retenues contre Jacob Zuma a duré plusieurs minutes: l'ex-président sud-africain, jugé pour corruption dans une affaire de pots-de-vin vieux de plus de 20 ans, a plaidé mercredi «non coupable» selon l'AFP.



A la tête de l'État entre 2009 et 2018, M. Zuma avait été contraint à la démission après une série de scandales

Jacob Zuma et la filiale locale de Thales étaient convoqués devant la justice sud-africaine ce 26 mai 2021. Et pour cause, l'ancien président et le géant français de l'armement sont accusés de corruption, extorsion et blanchiment d'argent pour des faits qui remontent aux années 1990. Repoussées près d'une dizaine de fois depuis la réouverture des poursuites pour corruption, extorsion et blanchiment d'argent en 2018, les audiences de ce 26 mai ont pu finalement se tenir. Devenu maître dans l'art d'esquiver la justice, Jacob Zuma, 79 ans, est resté impassible devant le tribunal de Pietermaritzburg. Impeccable dans son costume sombre, masque sous le nez et paupières lourdes derrière de fines lunettes, il était entouré de nombreux soutiens et de plusieurs de ses enfants, selon l'AFP.

Menace de boycotter les débats

Jacob Zuma doit répondre de 16 chefs d'accusation de fraude, corruption et racket liés à l'achat, en 1999, de matériel militaire auprès de cinq sociétés d'armement européennes alors qu'il était vice-président du pays. Le ministère public promet d'aligner plus de 200 témoins pour examiner les faits. L'ex-président est accusé d'avoir empoché plus de quatre millions de rands (soit 235.000 euros) du géant français de la défense Thales, une des entreprises attributaires du juteux contrat d'une valeur globale d'environ 2,8 milliards d'euros. A plusieurs reprises, le juge Piet Koen s'est adressé directement à l'ex-président, demandant vu «l'ampleur de l'affaire», qu'il confirme en personne les propos de son avocat. Se mettant debout, Jacob Zuma a déclaré sans ciller: «Je plaide non coupable», indique l'AFP. Thales, également poursuivi pour corruption et blanchiment, a aussi déclaré plaider «non coupable». Même si le procès a pu s'ouvrir, Jacob Zuma menace déjà de boycotter les débats.

Pierre Oued.

RDC

Éruption du Nyiragongo : l›Observatoire volcanologique de Goma en faute

Après le choc causé par l'éruption soudaine du Nyiragongo, dans la nuit de samedi au dimanche 23 mai, à Goma, l'heure est au questionnement. La population se demande pourquoi l'Observatoire volcanologique de Goma, chargé de surveiller et d'alerter au moindre problème, n'a pas été en mesure de remplir son rôle.



La coulée de lave provoquée par l'éruption du volcan Nyiragongo s'est heureusement arrêtée aux portes de Goma, dimanche 23 mai 2021

Les habitants de Goma, la capitale du Nord Kivu ont été épargnés par l'éruption du Nyiragongo. Toutefois, ils dénoncent l'inertie de l'observatoire volcanologique de la ville. Pour eux, l'entité a failli à sa mission, notamment celle d'alerter la population en cas de prémisses d'éruption. ‘’Ces gens ont été alertés au même moment que nous. L'éruption qui a commencé à 18 heures, vient nous annoncer qu'il faut fuir à 23 heures pendant que le volcan est à plus de 30 km de la ville de Goma. L'éruption a commencé sans qu'ils ne soient au courant. ‘’, a expliqué Robert Ziwa Banza, jeune leader de Goma, cité par Africanews. La population appelle à une poursuite judiciaire pour situer les responsabilités. “On ne sait pas comment on peut avoir une organisation qui a une mission précise, mais qui ne sait pas s'assumer. Moi je pense que la justice doit faire son travail ces gens doivent être arrêtés pour négligence criminelle.”, a affirmé Robert Ziwa Banza, toujours selon notre source.

L'Observatoire volcanologique de Goma dénonce des difficultés financières

En réponse à ces critiques, l'Observatoire volcanologique de Goma, a mis en avant les difficultés financières provoquées par la pandémie de coronavirus qui ont réduit la marge de manœuvre. Elle a dit manquer même de connexion internet nécessaire à son fonctionnement. L'Observatoire volcanologique de Goma n'est plus financé depuis la fin d'un projet de la Banque mondiale quelques mois plutôt. Une situation qui n'est pas normale, selon le député du sud Kivu, Jean-Baptiste Kasekwa, cité par Rfi. Pour lui, c'est au gouvernement de

La suite à la page 8

La suite de la page 7

financer l'Observatoire volcanologique de Goma. Pourtant, selon l'Observatoire de la dépense publique, le budget alloué à l'OVG sur les deux dernières années était d'environ 1,2 million de dollars américains, sur papier. Mais aucun argent n'a été débloqué pour son fonctionnement, faute de feuille de fonctionnement, a expliqué à Rfi le ministre de tutelle, José Mpanda. En plus des difficultés financières, l'entité doit composer avec plusieurs agents fictifs.

Une mission gouvernementale est à Goma. Le chercheur volcanologue et directeur scientifique de l'OVG, Kasereka Mahinda Célestin a dit espérer que tout aille mieux après avoir été rassuré par cette mission.

Line Rose

L'ONU promet l'accompagnement pour la paix dans la région des Grands Lacs, (envoyé)



Huang Xia rassure Sama Lukonde du soutien de l'ONU quant aux efforts d'apporter la paix notamment dans l'Est du pays

L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs en Afrique, Xia Huang, a promis lundi l'accompagnement de l'ONU pour les efforts de la paix en République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs.

Face aux nombreuses crises qui secouent la région des Grands Lacs, M. Xia, en visite de travail à Kinshasa, a fait ces remarques au cours d'une rencontre avec le Premier ministre de la RDC Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge. Selon lui, cette visite s'inscrit surtout dans le cadre de la mission de son bureau qui est chargé d'accompagner les pays de la région des Grands Lacs pour assurer la mise en application de l'Accord cadre d'Addis-Abeba. Concernant la situation sécuritaire de la RDC, M. Xia a affirmé à Xinhua qu'il ne ménagerait aucun effort pour aider Kinshasa à assurer la paix sur toute l'étendue du pays, plus précisément dans l'est, une région prise dans l'engrenage

La suite à la page 9

MOZAMBIQUE

La suite de la page 8



La paix dans la région des Grands Lacs est une préoccupation pour l'ONU

de la violence. « Les entités des Nations Unies présentes dans la région travaillent en étroite collaboration pour vous accompagner et vous appuyer.

Soyez assurés que nous ne ménagerons aucun effort pour vous aider à mieux assurer la paix et la sécurité dans tout le pays notamment à l'Est de la RDC. Mais, un autre élément c'est le développement. A notre avis, toute solution se retrouve finalement dans le développement. Et donc, dans ce cadre, les entités des Nations Unies sont là pour travailler aussi avec vous, pour voir comment préparer un horizon de développement plus prometteur », a-t-il ajouté. Les deux hommes ont également discuté du développement. Selon eux, c'est là que réside la solution.

K.Fiakofi

Deux mois après le raid de Palma, les survivants toujours en fuite



La vie reprend timidement dans dans les rues de Palma à Cabo Delgado, au nord du Mozambique.

Dans la province de Delgado, au nord du Mozambique, les populations civiles sont dans la stupeur deux mois après l'assaut meurtrier des Islamistes. La situation reste stationnaire avec des milliers de déplacés , la menace étant toujours présente et la situation sécuritaire ne s'étant guère améliorée.

Entre courir, marcher et se cacher dans les forêts, les deux mois ont été infernaux pour ces milliers de familles qui ont fui leurs maisons. Suites aux attaques des islamistes , plusieurs centaines de personnes ont été transportées par avion par des agences humanitaires ou transportées par des navires de sociétés privées. Mais la plupart ont été laissés à eux-mêmes à Quitunda, un village sûr près de l'usine à gaz fortement gardée. Les déplacés arrivant à Pemba parlent de nombreuses personnes qui souhaitent quitter Quitunda, selon l'AFP. Les agences d'aide ont confié à l'AFP qu›il y a environ 20 000 personnes là-bas. Presque tous les

La suite à la page 10

MOZAMBIQUE

La suite de la page 9



Entre courir, marcher et se cacher dans les forêts, les ont été infernaux.

jours, de petits bateaux de personnes arrivent à Pemba en provenance du district de Palma.

Conditions difficiles

Sumail Mussa, 50 ans, a tripoté son téléphone portable en essayant d'appeler des proches qu'il espérait pouvoir emmener avec sa femme et son enfant, mais il n'a plus de crédit. «La vie est mauvaise là-bas, alors nous sommes partis», a déclaré à Nation Africa, Mussa. Lorsque l'insurrection a commencé, les militants n'utilisaient que des machettes, mais le gouvernement «n'a pris aucune mesure pour y mettre fin», a déclaré Daniel Chilongo, paysan de 55 ans, quelques jours après son arrivée à Pemba. Le dernier épisode de violence dans le district de Palma a déplacé près de 57 000 personnes au cours des huit dernières semaines, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Au cours du week-end, le président Filipe Nyusi a déclaré à la presse locale que les insurgés avaient tenté vendredi soir en vain d'attaquer le village d'Olumbe, dans le district de Palma. Les dirigeants régionaux de l'Afrique australe doivent se rencontrer plus tard cette semaine pour discuter de la manière de lutter contre la violence alors que les spéculations selon lesquelles ils feront pression pour le déploiement de 3 000 soldats. De vastes étendues du nord du Mozambique ont été au cours des trois dernières années la cible d'attaques djihadistes qui ont tué plus de 2 800 personnes et déraciné environ 700 000 civils de leurs maisons, selon l'ONU.

K.Fiakofi

NIGERIA: Plus de 150 morts noyés dans la catastrophe d'un bateau

Plus de 150 personnes étaient portées disparues et craignaient d'être noyées dans le nord-ouest du Nigeria mercredi après qu'un bateau surchargé transportant des passagers vers un marché a coulé dans le fleuve Niger, ont indiqué des responsables locaux.

Le bateau voyageait entre l'État du centre du Niger et Wara, dans le nord-ouest de l'État de Kebbi, lorsqu'il est tombé, a déclaré à la presse le directeur local de l'Autorité nationale des voies navigables, Yusuf Birma. Le président du conseil du gouvernement local de Warrah, M. Abdullahi Haruna, et M. Ahmed Inga, directeur général de l'Agence de

La suite à la page 11

NIGERIA

La suite de la page 10



Les accidents de bateaux sont fréquents le long du fleuve Niger surtout pendant les saisons pluvieuses.



Le bateau est un moyen des transport privilégié sur le fleuve Niger

gestion des urgences de l'État du Niger (NSEMA) ont confirmé que l'accident s'est produit à 11 heures.M. Haruna a déclaré que le bateau avait décollé de Loko dans l'État du Niger avec plus de 180 passagers et que seulement 22 personnes, qui portaient des gilets de sauvetage et un bébé, avaient été secourues.

Il a déclaré que les efforts de sauvetage et de recherche étaient en cours. M. Ahmed Inga, directeur général de l'Agence de gestion des urgences de l'État du Niger (NSEMA), qui a également confirmé l'accident, a précisé que les passagers étaient principalement des femmes et des enfants. Il a attribué la cause de l'accident à une surcharge. L'Autorité nationale des voies navigables a déclaré 156 personnes portées disparues dans l'accident du bateau. «Le bateau transportait également 30 motos Bajaj. Les victimes se rendaient à un marché à Malele dans la zone de gouvernement local de Borgu de l'État du Niger à partir de Kebbi. Le président Muhammadu Buhari a qualifié l'accident du bateau de dévastateur et a présenté ses condoléances aux familles des personnes touchées par cette tragédie.

K.Fiakofi

NIGERIA

Des centaines de manifestants dénoncent la hausse des Kidnappings

Des centaines de manifestants en colère sont descendus dans les rues à la sortie d'Abuja, lundi 24 mai, pour protester contre une hausse importante des kidnappings contre rançons dans la périphérie de la capitale fédérale du Nigeria. Les manifestants ont été dispersés par la police.



Les manifestants ont faits des barricades de pneus enflammés bloquant la circulation routière

Des barricades de pneus en feu au niveau du district de Tafa, sur la route entre Abuja et Kaduna , incendie d'un commissariat, c'est une manifestation violente que des groupes de jeunes hommes ont mené lundi dernier dans les rues à la sortie d'Abuja. Et pour cause, les manifestants ne décolèrent pas face à la recrudescence des cas de kidnappings contre rançons dans la périphérie de la capitale fédérale du Nigeria. « Les kidnappings doivent cesser ! » « Il y a cinq jours, ils ont enlevé quatre personnes. Et hier ils sont revenus et en ont enlevé seize », criait l'un deux, ne souhaitant pas divulguer son identité, comme tous les autres manifestants, a rapporté l'AFP. Dans l'après-midi, la police a annoncé avoir dispersé les manifestants, avec l'aide de l'armée, permettant la reprise de la circulation.

La police de l'Etat nigérian du Niger, frontalier de Tafa, a condamné ces manifestations. «Des voyous ont bloqué les deux voies de la voie rapide entre Abuja et Kaduna pour protester contre l'escalade des kidnappings dans leur communauté», a fait savoir Wasiu Abiodun, porte-parole de la police locale dans un communiqué cité par TV5 Monde. «Ces mêmes voyous ont ensuite vandalisé et mis le feu au commissariat de Gauraka», ajoute le document relayé par la presse.

Recrudescence des enlèvements contre rançon

Au Nigeria, si les kidnappings visaient auparavant les citoyens riches ou les travailleurs expatriés dans le milieu du pétrole, ils se sont désormais étendus à toutes les classes sociales, même les plus pauvres. Selon

La suite à la page 12

OUGANDA

La suite de la page 12

les médias locaux, douze personnes ont été enlevées sur cette route (Abuja-Kaduna), réputée pour son insécurité, rien que la semaine dernière. Les populations vivent constamment dans la peur et appellent au renforcement de la sécurité.

Face à la hausse des kidnappings, notamment après l'enlèvement de deux prêtres dans l'attaque de la paroisse de Saint-Vincent Ferrer à Malunfashi, dans l'État de Katsina dont un a été tué, les avocats catholiques de l'Association of Catholic Lawyers (NACL) ont demandé aux autorités compétentes d'assurer la sécurité des Nigérians et de leur bien. Le NACL a invité le président Muhammadu Buhari a convoquer immédiatement un sommet sur la sécurité au Nigeria afin de trouver des solutions durables à l'insécurité généralisée qui sévit dans le pays. En plus des kidnappings contre rançons, le Nigeria lutte depuis plusieurs années contre la secte islamique Boko Haram qui y commet des atrocités.

Line Rose

Bobi Wine vers un retour sur la scène musicale après un échec politique?



Le député musicien Boni Wine prépare un nouvel album intitulé "Freedom"

Robert Kyagulanyi Sentamu alias « Bobi Wine », chef de file de l'opposition, semble être prêt pour un retour musical. Le chanteur de reggae, dancehall et afrobeat compile un album de musique qui sortira plus tard cette année.

Arrivé deuxième après le vétéran Yoweri Museveni lors de la présidentielle de janvier dernier en Ouganda, le principal opposant Bobi Wine semble être prêt pour un retour musical. Si le député musicien qu'il est, s'était presque totalement consacré à la politique ces dernières années, tout porte à croire qu'il est décidé à renouer avec la scène musicale qui l'a beaucoup fait connaître du grand public. A en croire le média Afrik.com, le chanteur de reggae, dancehall et afrobeat compile un album de musique qui sortira plus tard cette année. Le site Howwe.biz a confirmé que le chanteur Bobi Wine était en studio, en train de compiler un nouvel album de musique intitulé « Freedom » (liberté), en collaboration avec d'autres artistes locaux.

Une rupture avec la politique?

La suite à la page 13

OUGANDA

La suite de la page 13



Bobi Wine a été le principal adversaire du président Yoweri Museveni qui briguait un sixième mandat lors du scrutin dernier

Le député musicien Bobi Wine est aujourd'hui l'un des Ougandais les plus populaires à travers le monde, pour son combat en faveur de la justice dans son pays. D'ailleurs ses chansons, empreintes de slogans politiques sont de plus en plus écoutées depuis qu'il a décidé de défier le président ougandais Yoweri Museveni au pouvoir depuis 1986. Après avoir échoué dans sa quête de changement, Bobi Wine a dénoncé « l'élection la plus frauduleuse de l'histoire de l'Ouganda ». Il a déposé un recours contre les résultats du scrutin, devant la Cour suprême ougandaise le 1er février dernier, avant de le retirer finalement accusant l'institution de manquer d'impartialité. Ce retour dans les studios de musique rime t-il avec une pose dans la carrière politique du député artiste?

En tout cas, c'est une nouvelle page pour la carrière musicale de Bobi Wine. Cet icône de la jeunesse ougandaise a déjà sorti une nouvelle chanson intitulée « Katengo », au début de la semaine dernière, rapportait Afrik.com le 24 mai 2021.

Line Rose

Le Soudan du Sud veut adopter une constitution définitive pour consolider la paix

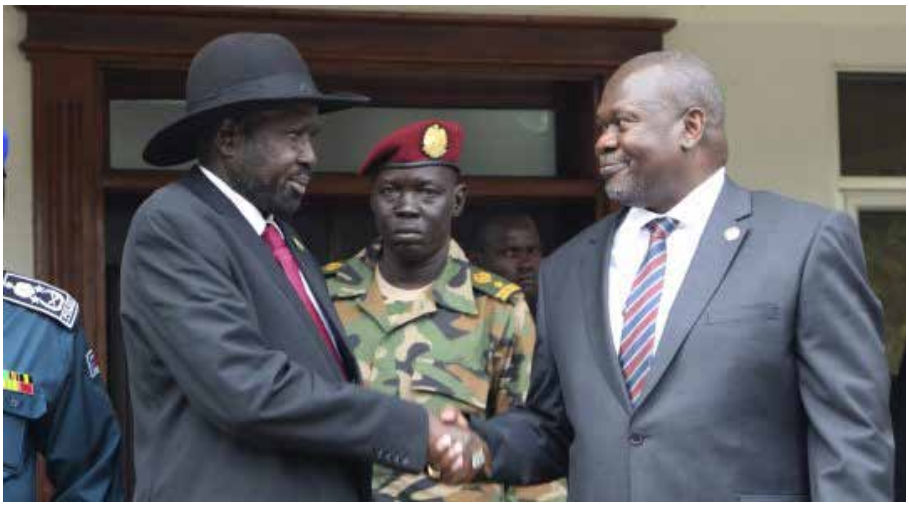
Le Soudan du Sud a commencé mardi à rédiger une constitution finale dans le but de consolider une paix fragile près d'une décennie après son accession à l'indépendance.

Le président Salva Kiir a présidé une cérémonie de lancement du processus, dans le cadre d'un accord de paix conclu avec son rival Riek Machar en 2018. Le plus jeune pays du monde, le Soudan du Sud a été régi par des constitutions provisoires pendant les années de guerre civile qui ont suivi l'indépendance en juillet 2011. «Cet atelier vise à développer une feuille de route pour la constitution permanente de la République du Soudan du Sud», a déclaré

La suite à la page 15

SOUDAN DU SUD

La suite de la page 14



Salva Kiir et Riek Machar ont conclu un accord en 20218 pour former un gouvernement d'union nationale



La famine qui frappe le pays a davantage à voir avec la guerre qui a repris depuis juillet 2016.

à Nation Africa le président Kiir. «Il est absolument essentiel que cela reflète les aspirations de notre peuple à la liberté, à l'égalité, à la justice et à la prospérité pour tous», a-t-il ajouté. La cérémonie a réuni toutes les parties signataires de l'accord de 2018, ainsi que des envoyés internationaux de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations Unies.Cependant, peu de dispositions de la trêve ont été respectées et les analystes ont mis en garde contre la menace d'un retour à la guerre dans un pays riche en pétrole qui reste gravement sous-développé et mal géré.

Pour Oyet Nathaniel, qui représentait l'ancien groupe rebelle du Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition (SPLM-IO) de Machar qui est aujourd'hui vice-président, la constitution qui doit être finalisée d'ici deux ans doit freiner certains pouvoirs présidentiels. «Les pouvoirs donnés au président sont inacceptables. Nous attendons des citoyens qu'ils retrouvent leurs pouvoirs dans la nouvelle constitution», a-t-il déclaré à l›AFP. Un exemple est le pouvoir du président actuel de révoquer les élus tels que les gouverneurs ou les députés parlementaires. Le Soudan du Sud a plongé dans la guerre civile en décembre 2013 après que Kiir ait accusé Machar d'avoir comploté pour le renverser. En février 2020, un gouvernement de coalition a été formé et les rivaux acharnés ont accepté de mettre fin aux combats, bien que des conflits locaux continuent d'éclater périodiquement, souvent à cause de vols de bétail. Le conflit vicieux, au cours duquel le viol a été utilisé comme arme de guerre, a tué plus de 380 000 personnes et laissé quatre millions de sans-abri selon l'ONU .

K.Fiakofi

BURKINA FASO

Audience au CFOP
L'ANC relance la question du parlement des jeunes

L'Alliance des Nouvelles Consciences (ANC) était ce mercredi 26 mai 2021 chez le Chef de file de l'Opposition (CFOP), Eddie Komboïgo. Les échanges ont porté sur des questions relatives à la jeunesse burkinabé. L'ANC a remis un document au CFOP en faveur du retour du parlement des jeunes.



Les jeunes doivent être représentatifs dans les instances décisionnelles selon Marc Bonogo

La question de la représentativité des jeunes dans les instances décisionnelles, le retour du parlement des jeunes au Burkina Faso, le chômage des jeunes sont, entre autres, les sujets abordés par l'ANC lors de son audience avec le chef de file de l'opposition Eddie Komboïgo. Le président de l'ANC, Marc Bonogo, s'est indigné que les jeunes du Burkina qui constituent la frange majoritaire de la population ne soient représentés que par une seule voix à l'Assemblée nationale, qui est une institution décisionnelle où les jeunes peuvent prendre la parole et défendre leurs droits", invitant les politiques à un retour aux anciens discours à travers lesquels ils promettaient ciel et terre à la jeunesse.

Tout en rappelant l'histoire de l'instauration du parlement des jeunes, Marc Bonogo a invité les autorités politiques burkinabè à réactualiser le "parlement des jeunes" au Burkina Faso, qui peut être une tribune offerte à la jeunesse de s'exprimer et défendre ses intérêts.

Eddi komboiigo après quelques conseils prodigués à ses hôtes, les a remercié pour la démarche. "Formons nos jeunes de sorte à leur permettre d'occuper des postes importants dans tous les domaines techniques et politiques" a confié le CFOP qui a dit regretter «l'échec de l'éducation nationale des années 60 à nos jours. Une éducation qui a formé des jeunes au chômage, selon lui. Et d'ajouter que "notre économie a surtout besoin de formation technique professionnalisante", tout en rappelant l'importance des assises sur l'éducation nationale pour le Burkina Faso.

La suite à la page 17

GAMBIE

La suite de la page 16



Le Chef de file de l'opposition a réaffirmé le soutien à l'ANC

Le Chef de file de l'opposition a marqué le soutien de son institution à l'ANC pour le retour du parlement des jeunes, mais suggère que l'alliance s'informe sur les échecs et acquis de l'ancien bureau du parlement des jeunes. En rappel, le premier parlement des jeunes au Burkina Faso a vu le jour en 2008 et avait un mandat de 3 ans. Son premier président était Cheick Fayçal Traoré.

Leylatou TIENDREBEOGO

Human Rights Watch plaide pour l'ouverture d'une enquête pénale après des révélations sur les crimes présumés de l'ex-président Yahya Jammeh

« les témoignages devant une commission de vérité gambienne sur l'implication de l'ancien président Yahya Jammeh dans de nombreux crimes graves perpétrés au cours de ses 22 années au pouvoir devraient être suivis d'une enquête pénale », a déclaré, ce 24 mai 2021, dans un communiqué lu par Dakaractu, Human Rights Watch, parallèlement à la diffusion d'une vidéo intitulée « Vérité et justice en Gambie ». « Les conclusions des auditions publiques de la Commission vérité, réconciliation et réparations de la Gambie (TRRC) entamées depuis janvier 2019 sont attendues le 27 mai prochain » a renseigné le document.

Selon l'organisation internationale de défense des droits humains, « les victimes et d'anciens responsables gouvernementaux ayant témoigné lors des audiences, ont accusé l'ancien président de la Gambie Yaya Jammeh de meurtres et de tortures d'opposants politiques, du massacre d'environ 59 migrants ouest-africains et de « chasses aux sorcières » au cours desquelles des centaines de personnes ont été placées en détention arbitraire, entre autres crimes. Selon toujours les témoins, cité par dakaractu.com Jammeh a violé et agressé sexuellement des femmes qui lui avaient été présentées et dirigé personnellement un programme médical trompeur dans le cadre duquel des Gambiens séropositifs ont dû renoncer à leur traitement contre le VIH pour être soignés par Jammeh lui-même ». selon dakaractu.com.

La suite à la page 18

GAMBIE

La suite de la page 17



Le communiqué de Human Right Watch dévoile des noms

Plus de 370 témoins ont été entendus depuis le lancement des auditions publiques, dont d'anciens membres du gouvernement tels que des ministres et des chefs de la police et du renseignement, outre de nombreuses victimes. D'anciens membres des « Junglers », l'escadron de la mort d'élite à la solde de Jammeh, ont accusé l'ancien président d'une série de crimes qu'ils affirment avoir commis sur ses ordres. Le communiqué de Human Right Watch cite entre autres, le meurtre en 2004 d'un rédacteur-en-chef, Deyda Hydara avoisinant une récompense financière personnelle de $1 250 de la part de Jammeh à l'endroit du chef des Junglers, Tumbul Tamba et à chacun de ses hommes, a déclaré devant la commission d'enquête le lieutenant Malick Jatta. Human Rights Watch a également rappelé les meurtres en 2013 d'Alhajie Ceesay et Ebou Jobe, deux hommes d'affaires américano-gambiens dont les corps ont été décapités et mutilés. Selon les sergents Omar Jallow et Amadou Badjie, Jammeh a ordonné « qu'ils soient coupés en morceaux ». Il en est de même pour l'assassinat en 2005 d'environ 59 migrants ouest-africains, dont environ 44 Ghanéens et trois Sénégalais.

Des témoignages accablants

Selon Jallow, cité par dakaractu.com, le lieutenant-colonel Solo Bojang, chef présumé de l'opération, a déclaré à ses hommes que « l'ordre de Jammeh est qu'ils doivent tous être exécutés ». Plusieurs victimes ont été exécutées en Casamance au Sénégal, à proximité de Kanilai, le village natal de Jammeh en Gambie. Leurs corps ont ensuite été jetés dans un puits. Des témoins, y compris d'anciens ministres, ont décrit une vaste opération de dissimulation du massacre pour empêcher les enquêteurs internationaux de découvrir la vérité. Les témoignages ont corroboré un rapport publié en mai 2018 par Human Rights Watch et TRIAL International. Quatre anciens hauts fonctionnaires – Sanna Sabally, premier

La suite à la page 19

La suite de la page 18

vice-président de la junte militaire de Jammeh de 1994 à 1996 ; Edward Singhateh, ancien vice-président de la junte et ministre de la Défense ; Demba Njie, ancien chef d'état-major de l'armée ; et Alagie Martin, l'ancien commandant du bataillon des gardes d'État ont eux aussi déclaré que Jammeh avait ordonné l'exécution des responsables présumés d'une tentative de coup d'État en novembre 1994. La TRRC a également entendu le témoignage de Fatou « Toufah » Jallow, lauréate en 2014 du principal concours de beauté parrainé par l'État, qui a accusé Jammeh de l'avoir violée à l'âge de 19 ans. Et une femme, témoin, placée sous protection a déclaré que l'ancien chef d'Etat l'avait engagée comme « fille du protocole », pour qu'elle travaille dans ses bureaux, lui faisant miroiter une bourse. Quand elle a refusé ses avances sexuelles, Jammeh l'a renvoyée et est revenu sur sa promesse. Avec l'ancien chef du protocole de Jammeh et d'autres, ces personnes ont fourni des preuves supplémentaires d'un système, décrit dans un rapport de juin 2019 de Human Rights Watch et TRIAL International, au sein duquel des assistants faisaient régulièrement pression sur des femmes pour qu'elles rendent visite à Jammeh ou travaillent pour lui, qui s'est ensuite livré à des abus sexuels sur plusieurs d'entre elles. Les auditions de la Commission ont mis en évidence la nécessité d'ouvrir une enquête pénale sur les agissements de Jammeh, qui s'est exilé en Guinée équatoriale en janvier 2017. Des témoignages ont également révélé des cas de torture perpétrés par l'Agence nationale de renseignement (NIA) ainsi que par des gardiens de prison et des Junglers.

HRW a renseigné que trois (3) complices présumés de Jammeh ont déjà été arrêtés et font, actuellement, l'objet d'un procès à l'étranger en vertu du principe juridique de compétence universelle, dont deux (2) anciens Junglers, Michael Sang Correa, aux États-Unis et Bai L, en Allemagne, ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur de la Gambie, Ousman Sonko, en Suisse.

Oumou Konaté

BURKINA FASO: Promotion de la culture et des savoirs endogènes GENESIS en fait sa raison d'être

Le 22 mai dernier à Ouagadougou a eu lieu la cérémonie baptismale de GENESIS, Groupe d'Experts pour la Normalisation Endogène des Symboles, Initiatives et Savoirs. Pour ce groupe constitué de certaines sommités du monde de la culture, des savoirs et la science, la diversité des savoirs et des expressions culturelles constitue les fondements de la civilisation de l'universel.

Les valeurs de référence endogènes et les savoirs locaux ne riment pas avec arriérisme ou pratiques rétrogrades, selon le manifeste du groupe GENESIS qui se présente comme une réponse à la valorisation et à la promotion de la culture, des langues et des savoirs endogènes, en rapport avec les enjeux de la mondialisation et les grands

La suite à la page 20

La suite de la page 19



Le Secrétaire exécutif de GENESIS, Dramane Konaté, présentant le logo de GENESIS aux participants à la cérémonie baptismale



Photo de famille des participants

défis du développement. GENESIS est aussi et surtout un cadre de réflexion et de recherche action, avec d'éminents hommes et femmes de culture et des savoirs, en vue d'impulser le développement tous azimuts par la pensée et l'action endogène, d'après son manifeste. Les membres de GENESIS sont résolus à diffuser et à promouvoir les savoirs et savoir-faire endogènes dans la complémentarité et l'interdisciplinarité avec les sciences modernes, cela dans la mesure où l'expertise endogène et la recherche indépendante sont importantes dans le processus de développement, selon eux. Melégué Traoré, vice-président de GENESIS, a indiqué qu'aussi longtemps que les Africains continueront à se référer aux Occidentaux, ils ne vont pas se développer. "On est dedans depuis 70 ans et on ne s'en sort pas, si on pouvait se développer on se serait développé", a-t-il confié. Il faut se lever, dit-il, et croire à notre capacité à agir nous-mêmes et mettre l'accent sur les savoirs endogènes, autrement dit, les savoirs de terrain ou les savoirs du terroir qui sont historiquement parlant, les savoirs d'ici, selon ses mots. Le groupe formé d'anciens ministres, d'hommes et femmes du monde des savoirs ou de la recherche diffère des autres groupes qu'on a connus jusque-là et c'est cela sa particularité, à entendre Mélégué Traoré qui a invité tous les intellectuels à venir se joindre aux initiateurs de GENESIS, pourvu qu'ils adhèrent à sa démarche.

La réconciliation nationale dans les cordes de GENESIS

Le groupe, de l'aveu de Mélégué Traoré, fera des recherches dans les bibliothèques et sur le terrain en allant auprès des communautés. Même si cela n'est pas un objectif initial

La suite à la page 20

La suite de la page 20

pour GENESIS, a indiqué son vice-président, il entend contribuer énormément à la réconciliation nationale et c'est grâce à ce genre de groupe que les Burkinabè s'agrègent malgré leurs différences, selon lui. Une agrégation qui doit être de nature progressiste pour nous faire avancer, a-t-il conclu. Le Secrétaire exécutif du GENESIS, Dramane Konaté, en expliquant les 4 branches du logo de GENESIS symbolisé par un baobab, a indiqué qu'il sera question de travailler essentiellement sur la valorisation des arts et des lettres à un niveau endogène ou local, les sciences des sociétés, l'économie des savoirs locaux et notre enracinement par rapport à l'Egypte ancienne. Il a annoncé le lancement de deux grands projets du GENESIS les jours à venir, à savoir le Fonds local culturel, FOLC, pour tracer les monographies ethnoculturelles et l'Encyclopédie du Faso.

Lonsani SANOGO

Les instances de GENESIS

Le Conseil des maîtres de la sagesse et le Collège des maîtres des savoirs constituent les instances de GENESIS

Le Conseil des maîtres de la sagesse

Il compte cinq membres désignés par l'Assemblée générale, sur proposition du Secrétariat exécutif. Il est présidé par une personne de haut rang et d'expérience en matière de culture et de savoirs endogènes. Le titre de "Maître de la sagesse" est équivalent au grade de professeur de recherche et des universités. Le Conseil fait des suggestions et formule des recommandations qui seront portées à la connaissance de l'Assemblée générale.

Le Collège des savoirs endogènes

Le Collège des maîtres des savoirs est le symbole d'un baobab à quatre branches qui renvoient aux différents domaines tels que définis dans les statuts.

Hakilifa : Maître des arts et des lettres

Bangda : Maître des savoirs locaux

Andal-Finatawa : Dépositaires des traditions des Sociétés

Maat : Genre et savoirs

Le Collège est présenté par le maître le plus expérimenté choisi parmi ses pairs. Il se réunit tous les quatre mois pour instruire les articles de recherche et les réflexions d'experts qui seront publiés dans la revue Endo-Cultures. Les membres du Collège portent chacun l'épithète de "Maître des savoirs endogènes".

Le suivi et la coordination des activités de GENESIS sont assurés par un secrétariat exécutif de quatre membres et ce secrétariat porte le titre de "Maître de l'intelligence endogène"

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mali : L'ONU condamne le coup d'État sans prévoir de sanctions



Réuni en urgence le 26 mai 2021, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné le coup de force au Mali, suite à l'éviction par les militaires du président de la transition et de son premier ministre. Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, les membres du Conseil de sécurité ont fermement condamné cet acte, qui a contraint les autorités civiles de la transition à la démission. "Imposer un changement de direction de la transition par la force, y compris par des démissions forcées, (est) inacceptable", précise le texte. Sans prévoir de sanctions, le Conseil appelle à la "reprise immédiate" de la transition menée par des civils et au respect du "délai de 18 mois prévu par la charte de transition" pour la tenue de l'élection présidentielle au Mali.

Covid-19 : Le Soudan du Sud va rendre 72 000 vaccins AstraZeneca à l'initiative Covax



Confronté à une crise sécuritaire et à une grande méfiance de la population quant à l'administration des vaccins anti-covid, le Soudan du Sud va renvoyer 72 000 doses du vaccin AstraZeneca à l'initiative Covax, car il ne sera pas en mesure de les administrer avant leur expiration, a déclaré à l'AFP, mardi 25 mai, un responsable du ministère de la santé. En effet, le pays avait reçu fin mars 132 000 doses vaccin grâce au programme Covax, mais leur déploiement a été entravé par les problèmes logistiques et les réticences de la population. Sur une population estimée à 12 millions d'habitants, seulement 7 996 Sud-Soudanais, ont reçu une dose. A ce jour, le pays a enregistré 10 677 cas de Covid-19, dont 115 décès.

Ghana : l'armée commence l'exercice Eagle Claws 2021 contre le terrorisme



Les Forces armées ghanéennes (GAF) ont commencé l'exercice Eagle Claws 2021, un programme de formation contre le terrorisme, le long de la frontière du pays avec le Burkina Faso dans la région de l'Upper West, pour consolider la sécurité. L'exercice de formation sur le terrain (FTX) de cinq jours, qui a débuté à Hamile et Wa, se tient sous le thème: «Consolider la sécurité pour le développement national». Il a commencé par une mission de sauvetage à Wa par des troupes de la 69 Airborne Force et du 10 Bataillon mécanisé, tandis que le 153 Armored Regiment renforçait la frontière Hamile pour aider les douanes et la police à repousser les attaques aux armes légères.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

La Sierra Leone découvre de nouveaux gisements de diamant, de bauxite, de minerai de fer, d'or, de rutile et de nickel



La Sierra Leone, l'un des pays les plus pauvres du monde malgré une abondance de ressources minérales évaluées à des billions de dollars, a annoncé une nouvelle découverte de gisements massifs de kimberlite, de minerai de fer, d'or, de bauxite, de rutile et de nickel. Cela a été révélé par le Président de la République, Maada Bio le 24 mai, au lancement de données géographiques produites par l' Agence des minéraux et des mines du pays. Si ces nouvelles découvertes sont correctement gérées et que la corruption et la mauvaise gouvernance sont tenues à distance, la population de la Sierra Leone devrait sortir de la pauvreté d'ici 2030.

Centrafrique: plus de 2000 personnes vaccinées en 72 heures contre le Covid-19



Le ministère de la santé évalue à mi-chemin la campagne de vaccination lancée le 20 mai 2021 contre le Covid-19. Lundi 24 mai, lors d'une conférence de presse, le ministre de la santé s'est réjouit des résultats des 3 premiers jours. Suite à ce résultat encourageant, le département promet d'élargir cette vaccination à d'autres catégories de personnes. Selon le Dr Pierre Somsé, ministre de la santé, la campagne de vaccination se déroule très bien depuis le lancement le jeudi 20 mai. Elle vise essentiellement le personnel soignant et les personnes âgées de plus de 50 ans. Après 3 jours d'activités, plus de 2000 personnes ont reçu leur première dose d'Astra Zeneca.

Le président namibien est testé positif au Covid-19



Le président namibien Hage Geingob a été testé positif au Covid-19. La Première Dame Monica Geingos a également été testée positive pour le virus et le couple est isolé. Le compte Twitter de la présidence namibienne a déclaré que le couple était de «bonne humeur». La Namibie a enregistré 53 432 cas confirmés de virus dont 779 décès, selon les données publiées par l'Organisation mondiale de la santé. Le pays a administré 67 984 doses de vaccin.

La Tanzanie n'enverra pas de troupes au Mozambique



La Tanzanie n'enverra pas de troupes au Mozambique

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

pour contrer les insurgés dans la province riche en gaz de Cabo DelGado, proche de la frontière entre les deux pays. Le gouvernement tanzanien a, au contraire, mis l'accent sur la nécessité de pourparlers comme moyen de promouvoir la paix et la tranquillité au Mozambique, appelant la communauté internationale à aider le pays en envoyant des aides au développement. C'est ce qu'a déclaré le ministre des Affaires étrangères Liberata Mulamula lors de l'ouverture d'une discussion de deux semaines sur la manière de contenir l'insurrection à Cabo Delgado, coordonnée par le Centre de politique internationale (CIP), à Dar es Salaam.

RDC : Les autorités ordonnent une « évacuation obligatoire » de Goma menacée par une nouvelle éruption volcanique



Des dizaines de milliers d'habitants de Goma dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) ont quitté, jeudi matin, la ville après que les autorités ont ordonné une évacuation « obligatoire » de crainte d'une nouvelle coulée volcanique. Les données actuelles de la sismicité et de la déformation du sol indiquent la présence de magma sous la zone urbaine de Goma, avec une extension sous le lac Kivu », a déclaré le gouverneur militaire de la province du Nord- Kivu, le lieutenant -général Constant Ndima, dans un message à la population. Le général Constant Ndima, a évoqué dans son ordre d'évacuation un « risque de déstabilisation » des gaz dangereux dissous sous le lac Kivu, au pied du volcan qui a connu une intense activité depuis la semaine dernière.

Sunon Asogli prévoit d'investir dans le secteur électrique au Liberia



Selon l'Agence Ecofin, le producteur indépendant d'électricité (IPP) Sunon Asogli investira dans le secteur de l'électricité au Liberia. Cette annonce a été faite au moment où une équipe de la société rencontrait le gouvernement, pour discuter des plans d'investissement. Au cours de la réunion, le cofondateur de la société, Togbe Afede, a présenté trois offres. Dans un premier temps, la société prendra une participation dans la centrale hydroélectrique de 88 MW de Mount Coffee. Ensuite, Sunon Asogli augmentera la capacité existante de 60 à 80 MW. Dans un troisième temps, elle procédera à la construction d'une nouvelle centrale électrique. La compagnie entend ainsi participer à la politique nationale d'autosuffisance électrique appliquée par le gouvernement.

Emmanuel Macron au Rwanda pour restaurer les relations entre Paris et Kigali



Le président français effectue une visite de 48 heures entre jeudi et vendredi au Rwanda pour tenter de normaliser des relations empoisonnées depuis plus d'un quart de

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

siècle par le rôle de la France dans le génocide de 1994, nous rapporte le journal France. Emmanuel Macron doit prononcer un discours très attendu au Mémorial du génocide où sont inhumés les restes de plus de 250 000 victimes. Ce court déplacement au «pays des mille collines» s'ouvre dans un climat d'optimisme aussi bien à Paris qu'à Kigali. Emmanuel Macron a affirmé la semaine dernière qu'il aura «à cœur d'écrire une nouvelle page» entre la France et le Rwanda, deux pays qui, selon son homologue Paul Kagame, «ont désormais l'opportunité» de «créer une bonne relation». Cette visite devrait consacrer létape finale de normalisation des relations», résume la présidence française.

KenGen commencera le forage de trois puits géothermiques en juin



L'agence Ecofin rapporte que le Kenya Electricity Generating Company (KenGen) commencera d'ici juin le forage de trois puits géothermiques pour un coût de 6,5 millions $ à Djibouti. Les préparatifs pour le début du forage sont achevés à 80 % sur le site géothermique de Gale-Le-Koma. Les puits géothermiques font partie d'un projet de centrale pilote qui produira 15 MW d'électricité.

Paris appelle à la poursuite des réformes en Algérie «dans le respect» des libertés



Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a appelé mercredi à la poursuite des réformes en Algérie, «dans le respect des libertés publiques» et «de la presse», au lendemain d'une nouvelle vague de condamnations de manifestants du Hirak. Le ministre avait été interpellé par la sénatrice et ex-ministre socialiste Laurence Rossignol sur «la répression» du «mouvement citoyen et pacifique» de contestation du Hirak et les arrestations et condamnations de «militants, citoyens, journalistes...». Une ONG de défense des droits humains a fait état mardi de près de vingt condamnations à des peines de prison, au cours des 24 heures précédentes, de personnes ayant tenté de participer à des marches du Hirak.

Madagascar : nouvel accrochage entre les gendarmes et les dahalo



Le bilan de l'attaque brutale de trois villages du Sud-Est de Madagascar par les dahalo (voleurs), dans la nuit de samedi à dimanche, est lourd. On parle de 19 morts, 6 blessés, 3 otages, 300 cases incendiées et 500 zébus volés. Les forces de l'ordre ont récupéré 50 zébus, mardi, a rapporté le média Francetvinfo. Les gendarmes ont soustrait les animaux aux dahalo après des échanges de tirs qui n'ont pas fait de victimes.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
-Abdoul Karim TAPSOBA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money